

Le développement de l'Afrique : que faut-il retenir, après 45 ans ?

Nous sommes manifestement arrivés à mi-parcours de la 5^e Décennie du Développement des Nations Unies : quarante cinq années de tentatives visant à insérer les régions « arriérées » du monde telles que l'Afrique dans le giron de la modernisation et de l'industrialisation. Ce chemin pavé de grands espoirs et de nobles intentions – sentiments partagés à la fois par les nationalistes aspirant à l'indépendance et les anciens colonisateurs – a été parsemé de programmes et théories du développement qui, pour l'Afrique, se sont souvent apparentés à des fantômes dépourvus de toute substance vitale. Le moment étant venu d'envisager de nouvelles alternatives dans la quête du Graal du développement, il est utile de faire un bilan du chemin jusqu'ici parcouru afin de pouvoir espérer en tirer les enseignements et visions devant nous guider vers un avenir incertain.

Le développement : une idéologie globale transformée en programmes d'intervention

La notion de développement n'a cessé de représenter une idéologie globale majeure depuis son élaboration au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Son caractère bien-fondé en tant qu'objectif n'a jamais été amplement débattu. Le débat s'est plutôt focalisé sur ce qui devait être le contenu du développement¹, sur les méthodes et stratégies à déployer pour y parvenir et sur les obstacles à surmonter et les défis à relever dans sa mise en œuvre. Le défi du développement, comme défini pour la première fois dans un programme d'interventions de la 1^{re} Décennie du Développement des Nations Unies – dans les années 60 – était d'abord perçu comme un problème de retard économique dû à des valeurs culturelles rétrogrades, de faibles avancées technologiques, un développement institutionnel et infrastructurel insuffisant, l'absence d'une classe d'entrepreneurs, des déséquilibres économiques, l'absence d'épargne et d'investissements, etc., dans un contexte où la science moderne n'avait pas suffisamment pénétré dans ces sociétés pour leur permettre de se servir des idées scientifiques afin d'accroître leur capacité de production. Cette situation, soutenait-on, expliquait le fait que la qua-

lité de la vie matérielle que connaissaient les Africains était beaucoup plus faible que celle de la plupart des autres groupes.

Onalenna Selolwane

Département de Sociologie

Université du Botswana
Botswana

On définissait ainsi la solution comme une question :

- transférer les investissements de capitaux à partir des pays industrialisés pour combler le déficit d'épargne qui prévaut dans les pays pauvres ;
- aider ces pays² à se doter d'infrastructures et d'institutions en mesure de promouvoir l'industrie et le commerce (en octroyant par exemple des facilités de crédit aux entrepreneurs potentiels, pour le transport et la communication, la sécurité, l'ordre et la justice) ; et enfin :
- faciliter l'institutionnalisation des structures gouvernementales et de normes de gouvernance publique qui permettraient à la fois de recourir à la connaissance scientifique pour accroître la productivité dans les domaines du commerce et de l'industrie et la gestion publique des ressources de production transférées à partir des pays industrialisés.

Ainsi, dans le même temps que les nations africaines se libéraient une par une du joug du colonialisme, on offrait à ce dernier une nouvelle carrière dans la création d'une nation à travers un programme de développement ancré dans le système des Nations Unies et grâce auquel les grandes puissances cherchaient à s'amender pour un passé marqué par l'esclavage, la domination politique et l'exploitation économique extractive. Les leaders nationalistes, soucieux d'acquiescer une légitimité et une autorité morale aux yeux d'une population enferrée dans des structures politiques basées sur le modèle colonial, ont été tout heureux d'adopter ce programme. Des idéaux tels que justice sociale et élévation du niveau de vie des populations étaient inscrits au cœur de ce programme emprunté, permettant ainsi de transformer ce dernier en programme

nationaliste. Cette approche était soutenue par le désir des dirigeants africains à la fois de parvenir à l'autonomie nationale et de prouver à tous ceux qui ont douté des capacités intrinsèques des Noirs que les Africains pouvaient aussi forger leur propre destin pour se mettre sur la voie de la modernité et du progrès technologique.

Dans les années 60 et au début des années 70 le monde s'était montré reconnaissant en favorisant, dans les échanges commerciaux, les denrées de base, contribuant ainsi à une fulgurante croissance économique dans les pays qui venaient de se mettre sur la voie de la modernisation et de l'industrialisation, une croissance qui reposait sur les avantages comparés des secteurs dominants de l'époque qu'étaient l'agriculture et l'extraction minière. Les États africains postcoloniaux avaient alors mis en place des infrastructures sociales et physiques qu'ils tenaient pour essentielles s'ils voulaient que leurs économies nationales dépassent le stade de la régression et de la faible productivité. Cette politique s'est traduite par une croissance économique accélérée et l'élargissement de l'accès à l'éducation, aux structures modernes de santé, aux revenus monétaires et aux transports et communications modernes. Le processus de développement conçu comme changement planifié, définition des objectifs et gestion et distribution des ressources avait ainsi largement modifié la nature et la structure de l'accumulation des richesses et semblait offrir aux États africains des ressources jusqu'alors inaccessibles aux populations autochtones.

Mais dès cette époque des questions commençaient à être soulevées concernant l'impact social de telles croissances économiques accélérées avec l'apparition, tant au niveau mondial que national, de modèles de la structure distributive et des conséquences pour le bien-être. Les tenants de la théorie néo-marxiste de la dépendance et du sous-développement ont ainsi mis en exergue les conséquences négatives des échanges inégaux entre économies industrialisées et non industrialisées et la propension des premières à saper les efforts de ces dernières visant à réaliser une croissance équilibrée, autonome, holistique et génératrice d'emplois.

Un autre point soulevé par la critique était le fait qu'au sein des pays africains en voie de développement et en raison des politiques économiques mettant l'accent sur la croissance, la distribution des revenus était complètement déséquilibrée et biaisée de sorte qu'on avait tendance à préférer les zones urbaines aux zones rurales, les activités salariées aux activités de subsistance, les hommes aux femmes et le secteur formel moderne au secteur informel des activités traditionnelles de subsistance et des nouvelles activités génératrices de petits revenus (y compris les activités illicites) basées en milieu urbain. Il y avait non seulement des disparités très prononcées en termes de revenu, mais la situation de revenu des couches les plus pauvres avait tendance à se dégrader.

À partir des années 80 et 90, la croissance de la plupart des États africains était stagnante, recentrant ainsi, de fait, le débat autour du développement des questions de bien-être aux préoccupations liées à l'échec de la croissance elle-même et au problème adjacent, à savoir comment sortir de la crise et se remettre dans la voie de la croissance et d'une capacité accrue pour la prévoyance sociale. On a aussi vivement débattu des causes de la crise. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et certaines institutions occidentales de premier plan s'en sont ouvertement pris aux gouvernements africains et aux politiques qu'ils ont menées depuis les indépendances. Ils ont argué du fait, entre autres, que les gouvernements africains avaient consenti des dépenses largement au-dessus de leurs moyens en subventionnant par exemple la consommation au détriment de la production et en entretenant des administrations publiques pléthoriques. Ils ont aussi critiqué les politiques d'industrialisation en remplacement des importations menées par la plupart, ainsi que l'implication directe de l'État dans l'activité économique.

Les leaders et universitaires africains ont à leur tour nié toute responsabilité dans l'échec économique et la crise sociale qu'il a entraînée. Ils ont plutôt rejeté la responsabilité sur des facteurs externes tels que les termes défavorables de l'échange dont la source originelle était la traite négrière et le colonialisme, lesquels ont conduit à l'insertion des économies africaines dans un système capitaliste mondial dominé par les multinationales occidentales extractives et basé sur l'exploitation des inégalités dans les relations commerciales. Ainsi, à la solution avancée par le

FMI, la Banque mondiale et les gouvernements occidentaux qui met l'accent sur les réductions budgétaires, la privatisation et l'impartition, les universitaires africains et les africanistes répondent que ces remèdes ont manqué de perspicacité en se fondant, entre autres, sur le postulat que les réductions effectuées dans le budget et qui réduisaient les investissements en capital social allaient relancer la croissance. Et quelque vingt années après l'introduction des programmes d'ajustement structurel destinés à relancer la croissance et à mettre l'Afrique sur une voie plus sûre vers la modernité, le doute s'est installé quant à son accessibilité eu égard, d'un point de vue général, aux stratégies et programmes qui ont été menés jusqu'à présent.

Où va le train du développement de l'Afrique ?

En dépit des expériences antérieures qui jalonnent le terme processus du développement de l'Afrique et de ses politiques de développement, l'attente demeure toujours grande d'atteindre pour de vrai l'objectif tant désiré – d'où l'actuelle conférence des universitaires et praticiens africains sur les nouvelles alternatives. Il est donc opportun de se demander, étant donné le mouvement de yoyo historique entre croissance et stagnation, espoir et désespoir, s'il y a des vues profondes à tirer de cette expérience et pouvant servir à définir de nouvelles conceptions du développement, de nouveaux modèles d'accumulation, de nouveaux contrats sociaux entre l'État et la société ou de nouvelles formes de participation civique qui contribueraient à l'avènement du développement.

La problématique du mode de définition du développement constitue peut-être le point de départ. Sur la base des expériences passées et de l'histoire de l'humanité entière, on peut dire que le développement désigne, d'un point de vue matériel, le processus d'accroissement des capacités humaines de production afin de fournir de plus en plus sûres, et de manière certaine, des biens et services de même que l'ouverture à tous de l'accès à ces derniers. Le niveau de succès dans l'ouverture à tous de cet accès peut être mesuré à partir du point auquel les groupes à plus faible revenu d'une société ont véritablement atteint un niveau de sécurité d'approvisionnement et de consommation en considération des ressources disponibles. En outre, si les vues des cou-

ches pauvres du Botswana³ ont quelque pertinence, elles donnent à penser que le développement implique la capacité des gens à se prendre en charge plutôt que de compter sur la bienveillance des autres. Ceci est valable pour les nations, les ménages et les individus.

Mais la production matérielle et la distribution des biens et services ne s'effectuent pas dans un néant politique. L'histoire enseigne que ce processus se déroule dans un contexte de contestation et de lutte permanentes pour les ressources et leur contrôle et fait intervenir des revendications divergentes et souvent conflictuelles. Le développement signifie ainsi le processus par lequel un accord est trouvé au fil du temps concernant ces revendications contradictoires afin de jeter les bases d'un accroissement de la satisfaction des besoins vitaux de toute l'humanité. Dans le contexte de l'Afrique, à partir de la période ayant abouti à la création de la postcolonie et depuis lors, la lutte pour les ressources s'est manifestée à travers les guerres anticoloniales et les autres formes de résistance à des modes d'accès fondés sur le critère de la race, la nationalisation d'entreprises opérant dans des secteurs économiques postcoloniaux de premier plan, les luttes intestines pour le contrôle de l'appareil étatique et sa capacité de distribution, les conflits interethniques, les programmes d'ajustement structurel pour forcer les gouvernements à rembourser des dettes qu'ils ne pouvaient plus supporter, les programmes de mobilisation sociale des femmes pour demander plus de modes équitables de distribution des ressources, etc. Quel capital social ces expériences passées ont-elles engendré qui pourrait être mis à profit par les Africains tant au sein des structures politiques nationales que dans le contexte mondial où la ruée vers les ressources et les marchés se poursuit à un rythme effréné ? La tendance à surestimer le rôle de l'expérience coloniale dans la définition de la nature et du contenu des relations passées, actuelles et futures de l'Afrique avec le reste du monde est assurément un candidat de premier ordre pour une telle réévaluation. Il importe de commencer d'abord par concevoir le développement comme un processus entamé depuis l'aube de l'humanité et qui, après avoir connu une période coloniale relativement brève, se poursuit de nos jours. Ensuite, le contact et les rapports avec l'Extrême-Orient, qui ont été longtemps éclipsés et pratiquement mis

sous le boisseau du fait de la nouvelle hégémonie sans bornes de l'Occident, font aussi partie de cette longue histoire de la lutte des hommes contre la nature et entre eux-mêmes. Cet oubli a conduit à la croyance, perceptible dans la plupart des débats sur et les politiques pour le développement de l'Afrique, que sans les investissements et les capitaux occidentaux il n'y a point de salut pour l'Afrique. Ainsi, très peu de nos discussions savantes, politiques économiques et manuels pédagogiques reconnaissent de fait la longue histoire des relations afro-asiatiques et leur héritage, sauf pour en parler comme d'un détail insignifiant de l'histoire coloniale. En outre, une large part des maigres ressources de l'Afrique sont gaspillées à courtiser les investisseurs occidentaux alors qu'il est patent que le continent n'est plus attrayant pour ces derniers.

Il est assurément plus que temps d'entreprendre une décolonisation mentale afin de permettre aux Africains d'élargir le champ de leur recherche d'autres alternatives. La supposition que dans l'éventualité où toute la race nègre devait disparaître de la face de la terre, l'humanité n'aurait rien perdu au change en termes d'idées et de culture était un exercice courant de gymnastique intellectuelle parmi les penseurs européens du XIX^e siècle. Les Africains ont peut-être besoin de s'inspirer de cette conjecture et de se mettre à penser stratégiquement à ce qu'ils pourraient faire pour eux-mêmes si les capitaux occidentaux disparaissaient de leur vie. Comment les Africains relèveraient-ils les défis de la survie avec les ressources dont ils disposent aujourd'hui ? Quelles sont les ressources encore inexploitées du fait de notre fascination pour les réalisations des premières nations industrialisées ?

Durant les années 80 et 90 l'État postcolonial africain s'était taillé une mauvaise répu-

tation pour sa corruption, la gestion désastreuse des ressources nationales, les tendances à recourir à la contrainte et divers autres maux qui ont, dans l'ensemble, causé la perte de sa légitimité et de son autorité morale aux yeux de la population et ont même, par la suite, conduit à son incapacité à exercer le pouvoir autoritaire dans un contexte de réduction des ressources et d'effondrement économique. Le pouvoir illimité de l'État africain autoritaire s'était amenuisé avec la fin soudaine de la guerre froide, la perte consécutive de l'importance stratégique dans la rivalité entre superpuissances et la perte des fonds de soutien. Cette nouvelle donne a ainsi fait entrevoir la possibilité pour les sociétés africaines de définir de nouveaux rapports entre l'État et la société et de rendre cette dernière à même de formuler ses revendications à l'État et de le placer devant ses responsabilités. La forme et le contenu du développement futur de l'Afrique seront ainsi déterminés à la fois par la nature des intérêts divergents cherchant à influencer l'État, le contenu des revendications en rapport avec les exigences opposées du monde extérieur et les institutions issues de la recherche d'un juste équilibre entre tous ces différents facteurs.

Notes.

1. Tandis que la croissance économique était largement reconnue comme un élément essentiel, le débat portait sur le fait de savoir si on pouvait supposer qu'une telle croissance refléterait une amélioration du niveau de vie des populations.
2. À travers le transfert à la fois des ressources et du savoir-faire.
3. D'après mes observations de terrain pour l'étude sur la pauvreté et l'allègement de la pauvreté au Botswana, 1997.

Références

- Amin, Samir, 1995, « Les causes du désastre économique de l'Afrique ». Communication faite lors de la Huitième Assemblée générale du CODESRIA, Dakar, Sénégal.
- Bangura, Yusuf, 2001, "Globalization and African Development". In: Raymond Suttner (éd.) (2001), *Africa in the New Millennium*, Document de travail 13, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.
- Engberg-Pedersen, Paul, et al. (éds.), 1996, *Limits of Adjustment in Africa: the effects of economic liberalization 1986-94*. Center for Development Research, Copenhagen; avec James Curry, Oxford and Heinemann, Portsmouth.
- Mkandawire, T., et Solderup, C. C., 1999, *Our Continent Our Future: African Perspectives on Structural Adjustment*, Cairo, African World Press; Ottawa, African World Press.
- Organisation of African Unity, 1981, *Lagos Plan of Action for the Economic Development of Africa 1980-2000*, Geneva, Switzerland: International Institute for Labor Studies.
- Organisation of African Unity, 1985, *African Priority Program for Economic Recovery 1986-1990*, Addis Ababa, OAU..
- Sender, John, 1999, "Africa's Economic Performance: Limitations of the Current Consensus". *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 13 (3) : 89-114.
- World Bank, 1981, *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action*, Washington, DC: The World Bank.
- World Bank, 1989, *Sub-Saharan Africa – From Crisis to Sustainable Growth: A Long-Term Perspective Study*, Washington, DC, The World Bank.
- World Bank, 1993, *The East-Asian Miracle: Economic Growth and Public Policy*, Washington, DC: The World Bank.

CODESRIA Bulletin

Le CODESRIA Bulletin a pour objectif de stimuler la discussion, les échanges d'informations et d'encourager la coopération en matière de recherche. Les communications sur les questions théoriques, les rapports de conférences et séminaires, et les études récentes sont les bienvenus.

Abonnement : 15 \$ par an